Mél. 8° 102 13
2

Anatole LEROY-BEAULIEU
DE L'INSTITUT

2/

En Russie

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

La Douma
La Révolution Russe

Conférence faite à Paris pour l'Alliance française
le 18 juin 1906

Mél 8° 102 13
BIBLIOTHEQUE FNSP
1 081 701

Éditions
de la REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE (Revue Bleue)
et de la REVUE SCIENTIFIQUE
41 bis, Rue de Châteaudun, PARIS

En Russie

La Douma
La Révolution Russe

EXTRAIT DE LA *REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE*

(*Revue Bleue*)

des 14 et 21 juillet 1906

Anatole LEROY-BEAULIEU

DE L'INSTITUT

En Russie

La Douma
La Révolution Russe

Conférence faite à Paris pour l'Alliance française
le 18 juin 1906

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Inel 8° 102 13

Éditions
de la REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE (Revue Bleue)
et de la REVUE SCIENTIFIQUE
41 *bis*, Rue de Châteaudun, PARIS

EN RUSSIE

LA DOUMA
LA RÉVOLUTION RUSSE

Je dois vous entretenir ce soir d'un sujet particulièrement grave, d'une révolution, pour l'appeler par son nom, qui tiendra peut-être dans l'histoire de l'humanité une place aussi grande que notre Révolution Française.

Je sens avec quelle réserve je dois aborder un pareil sujet, dans la salle de l'Alliance Française; aussi m'appliquerai-je à le traiter d'une manière impartiale, si cela est permis et si cela est possible en face de pareils évènements.

Je vous dirai mes impressions, ou plutôt je chercherai à vous faire voir ce que j'ai vu, à vous faire entendre ce que j'ai entendu. Je m'inspirerai de la seule méthode qui convienne aux études sociales : la méthode d'observation, celle de notre illustre compatriote Le Play, dont, tantôt, au Luxembourg, nous inaugurions la statue.

L'an dernier, j'ai déjà eu l'occasion de vous donner

mes impressions de voyage en Russie pendant la guerre du Japon. Je vous disais que la guerre et la défaite seraient, pour la Russie, le commencement d'une ère nouvelle, et que cette guerre une fois terminée, d'autres difficultés, et plus grandes encore, surgiraient devant l'empereur et devant le peuple. Je vous annonçais que la Russie allait avoir une constitution ou une révolution. Peut-être aura-t-elle les deux à la fois, ou, plus exactement, on peut considérer qu'elle est maintenant déjà en pleine révolution, si l'on entend ce mot au sens que lui donnaient nos ancêtres de 1789.

C'est, du reste, l'expression dont se servent couramment les Russes eux-mêmes. Ils disent : « Notre révolution », et cette révolution, ils se plaisent à la comparer à la Révolution française. Ils abusent même peut-être de cette comparaison. Ils sont justement, les uns et les autres, à droite comme à gauche, désireux d'éviter les convulsions et les malheurs de la Révolution française, mais peut-être cela les rend-il parfois trop hésitants ; car une part des tergiversations du Tsar semble venir de ce qu'il est préoccupé de ne pas imiter Louis XVI, de peur d'avoir le même sort.

Quoiqu'il en soit, je crois, avec les plus clairvoyants des Russes, qu'ils sont en présence d'une de ces crises qui ne durent pas une année, mais des années, peut-être des dizaines d'années.

Je vous racontais, l'an dernier, comment j'étais entré en Russie, en venant des Balkans, par la Roumanie et la Bessarabie, par Kichinev et Odessa. Cette année, je venais de Buda-Pesth. Je m'étais arrêté quelques jours en Hongrie et à Cracovie ; j'entrai dans l'empire russe par la Pologne.

N'ayant pu le faire le printemps dernier, je tenais à voir quel contre-coup avait, en Pologne, ce que les Polonais, eux aussi, appellent la Révolution russe.

J'ai eu la chance d'assister, en Pologne, à trois élections, dans trois villes différentes ; cela parce que le gouvernement russe avait imaginé de suivre la pratique anglaise, de faire procéder aux élections à des jours différents dans les diverses régions et même dans les diverses villes de la même province.

C'est ainsi que j'ai pu voir les élections à Czenstokowae, grand centre industriel et en même temps antique pélerinage de la Pologne; ensuite à Lodz, sorte de grande ville à l'américaine qui a crû presque aussi rapidement que Saint-Louis ou Chicago; Lodz compte aujourd'hui près de 400.000 habitants, alors qu'elle n'en possédait pas 15 ou 20.000, il y a cinquante ans ; enfin, j'ai pu encore assister aux élections dans la capitale de la Pologne, à Varsovie, grande cité, elle aussi, d'environ 800.000 âmes.

Ces élections se faisaient sous l'état de siège; on peut dire qu'il en a été de même à peu près partout dans l'empire. En Pologne, tous les bureaux de vote étaient gardés par des troupes; souvent des patrouilles de cosaques stationnaient aux portes; j'ai même vu et j'ai entendu le fouet, la nagaïka des cosaques, s'abattre sur le dos des électeurs de Lodz. Cela n'a pas empêché les électeurs de la Pologne et de presque tout l'empire d'envoyer à Pétersbourg des députés de l'opposition.

A Lodz et à Varsovie le spectacle de ces élections polonaises m'a, en même temps, réjoui et attristé. Le fait même d'assister à des élections en Pologne, dans cette Pologne russe si longtemps asservie et si dûrement opprimée, était assurément réconfortant.

Pour moi, qui étais venu autrefois, vingt ans, trente ans plus tôt, à diverses reprises, dans cette infortunée Pologne, pareil spectacle semblait la réalisation d'un rêve naguère encore traité de chimère. Je n'avais jamais désespéré de la Pologne, et j'ose dire qu'une des grandes joies de ma vie a été de voir des électeurs polonais déposer leur bulletin dans l'urne en face des baïonnettes russes.

On nous répète sans cesse que l'histoire est immorale, que partout la Force triomphe du Droit. Je crois, quant à moi, que c'est là une assertion à tout le moins exagérée. Certes, trop souvent, sous nos yeux même, le droit est vaincu; mais il ne l'est pas toujours d'une façon définitive. Les partis, les peuples surtout qui restent fidèles à eux-mêmes, les peuples qui ont foi dans leur destinée, foi dans leur droit, finissent, à la longue, par le faire reconnaître.

Je n'en sais pas de plus noble exemple que celui donné à l'Europe et au monde par deux pays, deux peuples dont le sort apparaissait au vulgaire comme désespéré, par la Pologne russe et par l'Irlande, qu'on pourrait appeler une Pologne anglaise. Ne s'étant pas abandonnés eux-mêmes, ils peuvent espérer l'un et l'autre recouvrer leur droit à une existence nationale.

Ce qu'il y avait d'attristant dans les élections de la Pologne, c'est que, dans les grandes villes, elles se sont faites, malgré le désir des hommes les plus éclairés, sur une question de race ou de religion. A Lodz comme à Varsovie, c'étaient moins des partis politiques que des partis religieux qui se trouvaient en présence, ou, si le mot de religion n'est pas ici tout à fait à sa place, je dirai des partis de races,

bien que ce mot « race » est un terme dont j'aime peu me servir.

Il y avait, d'un côté, les chrétiens, les catholiques, d'un autre côté les Juifs. Les Juifs forment, en Pologne, une nombreuse partie de la population ; dans les grandes villes, ils sont environ un tiers. Varsovie avait droit à deux députés, Lodz à un seul, ce qui était peu pour ces deux grandes cités. Le gouvernement russe a commis la faute, dont il se repent peut-être trop tard, d'avoir, dans la répartition des sièges, favorisé les campagnes aux dépens des villes, s'imaginant trouver, chez les paysans, des électeurs et des députés plus dociles.

Varsovie n'ayant que deux députés, Lodz un seulement, on comprend que la grande majorité des Polonais chrétiens ait préféré nommer des chrétiens; c'est ainsi que, dans ces deux villes, où les Juifs ne formaient que le tiers de la population, les Juifs n'ont pas eu de député. Je suis convaincu du reste que si Varsovie avait eu trois députés, on aurait certainement accordé aux israélites un représentant de leur culte, d'autant que, parmi eux, se distinguent plus d'un homme de mérite et d'un patriote polonais.

Malgré cela, tout en regrettant que le mode même d'élection ait mis chrétiens et juifs aux prises, il n'y en avait pas moins, pour un vieux libéral comme moi, pour un homme qui a passé sa vie à défendre la cause de la liberté religieuse et politique, une véritable satisfaction à voir ces deux parias si longtemps opprimés : le Polonais et le Juif, le catholique et l'israélite, se rendre simultanément à un scrutin, dont dépendait le sort de la patrie commune. S'ils étaient divisés sur les élec-

tions à la Douma, ils étaient en somme d'accord, sinon sur la direction à donner à la politique polonaise, du moins sur les revendications à faire valoir auprès du gouvernement russe.

Chrétiens ou Juifs, les Polonais sont presque unanimes sur un point : c'est que la Pologne doit réclamer son autonomie. Elle a une nationalité trop tranchée, elle a, derrière elle, un passé trop ancien, trop glorieux, elle possède une littérature et un art national trop vivant pour abdiquer son individualité nationale. Elle croit avoir droit à l'autonomie, sinon à l'indépendance ; et il est juste de dire que l'élite de la société russe lui reconnaît aujourd'hui ce droit. Dans la Pologne actuelle, le nombre des séparatistes est devenu très faible. Il y a, pour cela, plusieurs raisons : d'abord, les Polonais ont fait de véritables progrès au point de vue politique. Pendant longtemps, ils ont été la dupe d'une sorte de romantisme national ; ils s'enivraient des belles images de leurs grands poètes ; ils n'envisageaient pas les réalités. Or, en politique, il n'est qu'un terrain solide, celui des faits et des réalités. Aujourd'hui, — j'ai pu le constater avec une grande joie — les Polonais, qu'on s'était habitué à regarder comme un peuple chimérique, ont appris à devenir, eux aussi, des hommes politiques, des hommes pratiques ; ils ont appris à ne demander à une époque que ce que cette époque peut leur donner.

Ils n'ont guère besoin, pour obtenir une autonomie assez large, que de s'entendre entre eux, que de former un faisceau uni, que de ne pas se laisser couper en partis trop nombreux, que de ne point laisser chez eux la haute main aux partis extrêmes.

Il faut dire que cela est peut-être déjà difficile.

La Pologne russe est devenue un pays industriel; c'est une des régions les plus manufacturières de notre Europe; par suite, il y a, chez elle, des partis révolutionnaires, notamment un parti socialiste polonais. Il est vrai que, à la différence des socialistes de l'Occident, ce parti polonais socialiste dit P. P. S. a voulu demeurer un parti national, on pourrait presque dire « nationaliste ». Il y a aussi un parti socialiste juif, rattaché au Bund de l'Ouest de la Russie. Ce sont là des éléments révolutionnaires qui peuvent emporter une fraction des Polonais vers des solutions chimériques ou téméraires et, par là même, rendre peut-être plus difficile la constitution de l'autonomie de la Pologne.

Les adversaires de son autonomie comptent surtout sur ses divisions. Espérons que le patriotisme polonais saura déjouer leurs calculs. Quoiqu'il en soit, comme libéral et comme Français, je souhaite que la Pologne finisse par obtenir l'autonomie à laquelle elle a droit. Si je dis autonomie et non pas indépendance entière, c'est que, pour plusieurs raisons, politiques, économiques, militaires, la Pologne contemporaine, ne saurait, sans périls pour elle-même, être entièrement séparée du grand Empire slave. Ne fût-ce que pour son industrie, elle a absolument besoin de rester unie à la Russie. Une barrière de douanes entre Pétersbourg et Moscou d'un côté, Varsovie et Lodz de l'autre, serait la ruine de l'industrie polonaise et par suite de la Pologne. A cette industrie il faut un débouché, et ce débouché, l'empire russe peut seul le lui offrir.

La plupart des Polonais le comprennent; ils sentent aussi que s'ils étaient abandonnés à eux-mêmes, ils

rencontreraient un autre adversaire plus redoutable pour leur nation que le Russe, parce que plus éloigné d'eux par ses origines et plus envahissant. Cet adversaire que je n'ai pas besoin de nommer, c'est leur voisin de l'ouest, c'est celui qui les opprime en Posnanie et en Silésie; celui qui se souvient encore d'avoir autrefois régné à Varsovie et qui ne tolérerait pas longtemps une Pologne indépendante. Russes et Polonais ont l'œil ouvert du côté de ce péril, que l'Europe elle-même ne doit pas perdre de vue. Si la Pologne tombait en proie à une révolution, ce ne seraient peut-être pas les troupes du tsar qui viendraient mettre l'ordre à Varsovie, mais plutôt celles d'un autre empereur.

En ce sens, on peut dire que la question polonaise, qui pendant si longtemps a été l'obstacle entre la France et la Russie, parce que, à nous autres Français, vieux amis de la Pologne, il répugnait d'avoir l'air d'abandonner ou de sacrifier les Polonais aux Russes, peut devenir un lien entre les deux pays, en face d'un adversaire commun. Quant à moi, qui ai toujours prétendu garder pour nous les sympathies des deux peuples, je n'ai cessé de répéter aux Russes : « Vous ne pouvez russifier la Pologne ; — ne fût-ce que dans votre intérêt, vous devez respecter sa nationalité ; » et aux Polonais : « Vous ne pouvez vous montrer irréconciliables vis-à-vis des Russes, sous peine de devenir la proie des Allemands. » Cette double vérité, je suis heureux que l'élite des deux peuples la comprenne aujourd'hui.

En entrant en Russie par la Pologne, je me trouvais immédiatement, comme devant autant de sphinx menaçants, en face de problèmes qui se

dressent à la fois, de tous côtés, devant le gouvernement et le peuple russes : les problèmes de nationalités.

Ayant la conviction que la Pologne a le droit de réclamer son autonomie, je ne me permettrai pas de refuser pareil droit aux autres nationalités de l'Empire. Je crois cependant qu'en laissant à l'avenir le soin de décider quels sont les peuples qui ont assez de cohésion nationale ou assez de maturité pour être en état de revendiquer leur autonomie, il n'y en a qu'un aujourd'hui, en dehors de la noble Finlande, qui soit sans conteste mûr pour une large autonomie : c'est le peuple polonais.

Quant aux autres groupes nationaux, j'incline à croire que, pourle moment et pourune série d'années plus ou moins longue, il suffirait de leur accorder une sérieuse décentralisation. La plupart des Russes sentent du reste que la nouvelle Russie doit être, à cet égard, le contraire de la Russie ancienne; à la Russie autocratique centraliste, doit succéder une Russie à large self-government local. C'est le seul moyen pour elle de conquérir des libertés effectives et efficaces.

En même temps que je me heurtais en Pologne à la question des nationalités, j'y rencontrai un autre grave problème, quej'avais, l'année précédente, étudié à Kichineff, à Odessa, à Kief, le problème juif. C'est un de ceux qui préoccupent le plus l'opinion, d'autant, qu'un grand nombre des défenseurs de l'ordre ancien espèrent trouver dans la question juive un moyen de séparer leurs adversaires, un moyen de couper en deux la Douma. Ils imaginent qu'en effrayant les paysans sur la place que prendraient, dans les campagnes, comme dans les villes, les juifs

émancipés, le gouvernement pourrait enlever les paysans à l'alliance des libéraux (1).

Je crois que ce calcul sera déçu. En tout cas, quand on observe la question juive en Russie, on est frappé d'un fait : si parmi les révolutionnaires russes, il y a tant d'israélites, la raison en est bien simple, c'est que les lois d'exception, auxquelles sont soumis les enfants d'Israël, les condamnent à devenir des adversaires irréductibles d'un gouvernement qui leur refuse obstinément les droits accordés aux autres habitants du pays.

Il n'y a qu'une chance d'enlever les cinq millions de juifs de la Russie à la révolution et aux conspirations, c'est de leur accorder l'égalité, de leur concéder les droits civils reconnus à leurs compatriotes chrétiens.

Il est juste d'avouer que, à cet égard même, il y a déjà un pas considérable de fait. Si les juifs restent assujettis à des lois tyranniques qui leur interdisent l'intérieur de l'empire, qui leur refusent le droit d'habiter dans les campagnes, ou même d'entrer à volonté dans les collèges de l'État ou les universités, on leur a concédé, du premier coup, le droit le plus important de tous : le bulletin de vote. Ils ont voté, et ayant voté une fois, il est malaisé de les empêcher de le faire une autre fois. Après leur avoir reconnu des droits politiques, peut-on leur contester les droits civils?

(1) Ce que je n'ai pas voulu dire en cette conférence faite pour l'Alliance française, c'est qu'à Pétersbourg en mai dernier, j'avais entendu des libéraux annoncer, que, pour provoquer une diversion, l'administration et la police préparaient dans l'ombre des *pogroms* contre les juifs. Le massacre de Biélostok a justifié ces craintes.

Il ont du reste pénétré en nombre dans la Douma : ils y sont une dizaine. Si les grandes villes polonaises, si le royaume même de Pologne proprement dit, n'ont pas élu — je le crois, du moins — de député israélite, d'autres parties de l'Empire n'ont pas craint de le faire. La Lithuanie, les provinces baltiques, et chose plus caractéristique, Pétersbourg et Moscou ont nommé des Juifs. Quoique la population israélite y soit presque insignifiante, les deux capitales ont tenu à honneur de choisir, au nombre de leurs représentants, des membres de ce groupe traité jusque là de paria.

Bien mieux, les hommes qui espéraient que la question juive leur servirait à séparer les paysans des libéraux russes ont éprouvé une surprise, qui a dû leur être singulièrement pénible. Si vous avez pu suivre les discussions de la Douma, vous aurez remarqué que les constitutionnels-démocrates, les cadets, comme on les appelle par un calembour d'origine française, se sont prononcés pour des lois agraires et pour une nouvelle répartition des terres. C'est un député israélite, un élu de Moscou, choisi spécialement pour ses connaissances financières et économiques, M. Hertzenstein, qui a défendu ce projet avec le plus d'autorité et de compétence. Il s'est trouvé ainsi que l'homme que les paysans ont le plus applaudi, dans cette grave discussion, est un de ces Juifs, qu'on leur désignait comme leurs ennemis naturels.

On peut donc espérer que la question juive recevra la seule solution digne d'un pays qui prétend devenir un État moderne, la solution réclamée par la Douma à l'unanimité — s'il y a eu quelques opposants, ils se sont contentés de s'abstenir : — l'égalité de tous

les habitants de la Russie devant la loi, sans distinction d'origine ou de religion.

*
* *

De Varsovie, je suis allé à Pétersbourg. C'est sur Pétersbourg, grâce à la Douma, que se concentraient les regards et les espérances de tous les peuples de l'immense Empire.

Le voyage en Russie, à partir de la frontière autrichienne, ne se faisait pas sans quelques difficultés. Il y avait d'abord les interminables formalités des passeports; puis chaque station était gardée par un détachement de troupes en armes. Il n'en était pas seulement ainsi des gares, mais encore des ponts et des viaducs, jusque, dans la solitude des forêts du Nord. On craignait que les ennemis du gouvernement, que les terroristes ne fissent sauter les ponts.

Les précautions qu'on rencontrait sur la ligne, on les retrouvait au débarcadère. A Pétersbourg, notamment, la gare était encombrée de troupes; il est vrai que j'y suis arrivé le premier Mai, notre premier Mai à nous. En descendant de wagon, je fus arrêté par des soldats qui se précipitèrent sur la valise que je portais à la main. Il me semblait qu'à mon âge, je n'avais pas l'air d'un conspirateur; en Russie, les conspirateurs sont d'ordinaire jeunes; il y a de cela plusieurs raisons, dont l'une est qu'on ne les laisse pas vieillir. Malgré ma barbe blanche, ma valise me fut enlevée par trois ou quatre soldats qui l'ouvrirent, la visitèrent et la retournèrent dans tous les sens. Or, n'étant plus jeune, n'ayant pas une très bonne santé et ayant particulièrement la gorge délicate, j'avais emporté avec moi quelques petits pro-

duits pharmaceutiques qui inquiétèrent ces douaniers improvisés. Ils examinaient mes bonbons, mes pilules, mes pastilles ; il y eut surtout une boîte en fer-blanc, de forme longue, qui les intrigua tellement qu'il fallut aller devant le chef de poste. Cette boîte contenait une poudre noire que ces défenseurs de l'autorité prenaient pour un explosif ; je vous avouerai que c'était de la poudre de charbon !

A vrai dire, comme chaque matin les journaux russes m'annonçaient un nouvel attentat, je ne pouvais beaucoup me scandaliser des précautions prises vis à vis des nouveaux arrivés.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES BIBLIOTHÈQUE

C'était une dizaine de jours avant l'inauguration de la Douma. De tous côtés, il y avait des réunions, non pas des réunions publiques, le gouvernement n'en eût pas toléré — mais de grandes réunions avec cartes d'invitation. On y entendait des orateurs de tous les partis, des partis populaires, surtout, discuter sur toutes les questions, particulièrement sur les droits et la mission de la nouvelle assemblée nationale.

Une des choses qui me frappèrent dans ces réunions, c'est que les hommes les plus acclamés, ce n'étaient pas les orateurs en renom, les écrivains, les professeurs des universités de Pétersbourg ou de Moscou, mais de simples paysans. L'apparition d'un moujik en caftan, sur une estrade, faisait toujours éclater les applaudissements du public ; très rapiment, ces paysans étaient devenus les lions de la capitale.

Cette soudaine popularité ne pouvait manquer d'agir sur leurs sentiments et sur leurs idées : on les voyait, de jour en jour, prendre une attitude plus fière ; on devinait qu'ils en venaient eux-mêmes à

se considérer comme les principaux représentants du peuple, pour ne pas dire les seuls vrais représentants de la nation russe.

Une de ces assemblées méritait tout particulièrement l'attention : c'était le Congrès des Cadets (K. D.), autrement dit des constitutionnels démocrates. Ce congrès a siégé pendant quatre ou cinq jours, avant l'ouverture de la Douma ; il avait formulé un programme rédigé par le grand historien Millioukof et auquel a été à peu près entièrement empruntée l'adresse de la Douma.

De ce congrès est sorti un comité permanent, le comité des Cadets, qui a la prétention de diriger le parti constitutionnel-démocrate, et qui se rassemble dans un local situé à peu de distance de la Douma. Les Russes, qui font volontiers des rapprochements entre leur révolution et la nôtre, comparaient ce comité, ce club des Cadets, à notre club des Jacobins. Il y a là peut-être un péril pour l'avenir. A ce club des Cadets, comme autrefois à notre club des Jacobins, se donnent rendez-vous beaucoup de députés ; mais ils s'y rencontrent avec des écrivains, des journalistes, des candidats évincés, ceux, par exemple, qui n'ont pu être élus parce qu'ils avaient été incarcérés au moment des élections.

Il faut dire, en effet, que, si le gouvernement russe n'a pas institué de candidatures proprement officielles, s'il n'a pas eu partout « ses candidats », il a cherché à écarter de la Douma les hommes dont il se défiait. Pour cela, il employait souvent un procédé très simple : il les emprisonnait. Aussi, en plusieurs provinces, les partis d'opposition n'ont-ils pas fait connaître d'avance les noms de leurs candidats, de peur d'attirer sur eux les rigueurs de l'admi-

nistration et de la police. Il y avait du reste dans le règlement de la Douma, tel qu'il a été établi par la bureaucratie impériale, un article, déclarant inéligible tout homme sous le coup de poursuites judiciaires. Le procédé était dépourvu d'artifices; dans toutes les provinces où le Gouvernement jugeait que telle ou telle personne était dangereuse pour lui, on intentait des poursuites contre elle. C'est ainsi que plusieurs des hommes le plus en vue ne figurent pas dans la Douma. Ceux-là ont, bien entendu, trouvé leur place dans le comité des Cadets; et naturellement, ayant été écartés de la nouvelle Chambre, n'ayant pas la responsabilité des votes d'une assemblée, ils sont plus enclins aux mesures violentes que leurs amis et collégues siégeant au sein de la Douma.

Je voudrais vous faire assister, comme j'ai pu le faire moi-même, aux premières séances de cette première assemblée russe. L'inauguration a eu lieu, vous le savez, au Palais impérial, appelé le Palais d'Hiver. L'Empereur, semble-t-il, avait songé un moment à convoquer les élus de la nation à venir entendre son discours dans son Palais de Tsarskoé-Sélo, le Versailles de Pétersbourg. Il y a renoncé, et ce faisant, il a été bien inspiré. On se demandait si les membres de la Douma consentiraient à faire ce voyage; quelques-uns même prétendaient qu'il y aurait, de leur part, témérité à laisser la capitale, pour se rendre dans la résidence de l'Empereur transformée, par les soins du général Trépof, en une sorte de forteresse. Au lieu de faire venir à lui les représentants de la nation, l'Empereur a eu le courage — on peut se servir de ce terme en pareil cas — d'aller lui-même au-devant d'eux. Mais, pour

cela, on a naturellement pris beaucoup de précautions. En quittant la prison volontaire où il s'est cloitré, l'Empereur ne s'est pas fié au chemin de fer ; il est venu par le Golfe de Finlande et la Néva ; le massif Palais d'Hiver se dresse au bord de la Néva.

Pour plus de sécurité, on avait, dès le matin, interrompu la circulation sur les ponts ; on avait même interdit l'accès des quais voisins ; ce n'est que de loin qu'on a pu apercevoir le yacht impérial entrer dans les eaux du grand fleuve, et l'Empereur prendre une petite embarcation pour aller d'abord, selon la tradition passée en usage, à l'église de Pierre et Paul, dans la forteresse, prier sur la tombe de ses ancêtres. On prétend que, durant ce trajet à travers la ville, entre les quais déserts, le tzar a entendu retentir jusqu'à ses oreilles les plaintes et les cris, les malédictions ou les supplications des prisonniers politiques enfermés dans la citadelle, qui entoure l'église où sont les tombeaux des empereurs. Pareille arrivée était d'un dramatique qui saisissait les imaginations.

La séance d'inauguration au Palais d'Hiver a été non moins frappante. La salle des fêtes, appelée salle Saint-Georges, où se tenait la réunion est vaste, elle est luxueusement décorée. On avait multiplié les précautions pour qu'aucun intrus ne pût s'y glisser. L'entrée était réservée aux dignitaires, aux ministres, aux généraux et aux membres des deux assemblées : Douma et Conseil de l'Empire ; on ne pouvait y avoir accès que si l'on appartenait à ces corps constitués. J'assistai à la séance, avec les représentants de la presse, du haut d'une galerie qui fait le tour de la grande salle et d'où l'on dominait tout. Là même, le nombre des places avait été

mesuré parcimonieusement, car, par crainte des conspirateurs et des bombes, on n'avait laissé personne occuper le pourtour de la galerie, dans la partie qui s'étendait au-dessus du trône impérial.

L'aspect même de cette salle était à la fois fastueux et symbolique. D'un côté, les membres du Conseil de l'Empire, tous les hauts fonctionnaires, et, avec eux, les ministres et les généraux. Le corps diplomatique était relégué dans un coin, à l'écart ; on n'avait même pas voulu admettre une seule femme d'ambassadeur ou de ministre. Du côté gauche, se trouvaient les représentants du peuple, les membres de la Douma. Entre le Conseil de l'Empire d'un côté, avec ses uniformes éclatants, et la Douma de l'autre qui formait une masse sombre où les habits noirs étaient rares, où les redingotes se mariaient au caftan des paysans, le contraste était émouvant. Des deux côtés, on se regardait, on se toisait; on peut dire que l'attitude la plus fière ou la plus confiante n'était pas celle du côté droit, celle des généraux, des ministres, des membres du Conseil de l'Empire. Les hommes qui paraissaient le plus à leur aise étaient les moins habitués à ces solennités officielles, ceux qui devaient être étonnés de s'y voir, les nouveaux élus.

Entre ces deux Russies, qui s'opposaient l'une à l'autre, comme rangées en bataille, se tenait le clergé représenté par le Métropolite et par une dizaine d'archevêques et d'évêques, avec leurs splendides chapes et les mitres, lourdes d'or, du clergé russe. La présence du clergé donnait à cette cérémonie une grandeur, une noblesse, que l'on ne trouve guère dans les fêtes purement laïques. Le Métropolite officia avec une grande dignité; la fête était rehaussée par l'éclat des voix, par la beauté de la musique

religieuse russe. Il n'y a peut-être aujourd'hui aucune Église, où la musique soit aussi en honneur, les compositions plus religieuses, et les voix plus belles.

Devant le Métropolite se tenait la famille impériale. L'Empereur avait fait porter, devant lui, en ce jour solennel, les insignes du pouvoir. Était-ce pour rappeler aux assistants que, tout en convoquant une Assemblée nationale, il restait toujours en droit, comme il prétend le demeurer dans le protocole, l'Empereur autocrate ? Était-ce, au contraire, pour faire comprendre la grandeur du sacrifice qu'il accomplissait ? Toujours est-il que, devant le tsar, de hauts officiers de la Cour, portaient, sur des coussins, les insignes historiques qu'on avait fait venir de Moscou : la couronne, le sceptre, le glaive. On imaginait frapper sans doute les sens et l'imagination des assistants, spécialement des députés populaires.

Derrière ces insignes, s'avançait l'Empereur entre les deux impératrices ; à sa droite, selon un touchant usage de la famille impériale, sa mère ; à sa gauche, sa femme. L'Empereur et la jeune impératrice surtout donnaient des signes visibles de nervosité ; cela hélas ! se comprenait assez ; la plupart des assistants étaient émus, quelques-uns même inquiets.

Pendant la cérémonie religieuse et le chant des prières slavonnes, l'Empereur et les impératrices se tinrent debout, faisant face au clergé. Comme pour se donner une contenance en suivant l'office, ils répétaient sans fin ces larges signes de croix et ces inclinations de corps qui tiennent une si grande place dans la piété russe. Le reste de l'assistance, au contraire, paraissait n'avoir d'autre occupation que celle de satisfaire sa curiosité. Quelques moujiks seulement imitaient l'Empereur et les impéra-

trices, et se signaient comme eux, cédant, en cela, me semblait-il, moins à un sentiment de piété qu'à l'habitude des gestes héréditaires.

On se demandait, en voyant l'Empereur et les impératrices baiser la croix, en entendant les évêques appeler, sur le Souverain et sur le peuple, la bénédiction divine, si cette Église pouvait jouer le rôle de médiatrice entre les deux Russies. On avait l'impression que, si la religion garde encore un réel empire sur l'âme populaire, ce clergé avait été trop abaissé — je ne voudrais pas dire avili — aux yeux mêmes des plus orthodoxes, pour qu'il pût aspirer au rôle de conciliateur ou de médiateur. Un de nos hommes d'État a dit qu'on ne s'appuie que sur ce qui résiste ; l'Église russe n'a jamais assez résisté pour que, aux heures du danger, le gouvernement impérial puisse s'appuyer sur elle.

Cette Église, est du reste, aujourd'hui, comme toute la Russie, en fermentation ; chez elle aussi, les idées nouvelles pénètrent ; on entend des griefs, des aspirations, des prétentions, qui, il y a seulement quelques années, eussent été jugés inouïs. On parle d'un concile et d'un nouveau patriarche. J'oserai même dire qu'un des aspects les plus intéressants de la révolution russe sera le contre-coup de cette révolution sur l'Église et sur la religion, en un pays où naissent presque chaque année des sectes nouvelles, chez un peuple où le sentiment religieux, empreint à la fois de réalisme et de mysticisme, a gardé tant d'originalité.

La cérémonie religieuse finie, l'Empereur laissa les impératrices se porter en avant avec leurs manteaux de cour et leurs traînes de trois ou quatre mètres ; il resta quelques instants seul, debout au

milieu de la vaste salle, les grands ducs, en grand uniforme, la main sur leur épée, rangés à quelques pas derrière lui. Puis tout à coup, d'un pas délibéré, il s'avança rapidement vers le trône. Le ministre de la Cour, et non le président du Conseil, vint lui apporter le texte de son discours.

Ce discours, l'Empereur le lut à haute voix, d'un accent ferme, net, décidé; malheureusement les paroles impériales étaient plutôt ternes, il ne s'y rencontrait aucune de ces phrases ou de ces mots qui parlent au cœur d'un peuple; on peut dire que le sentiment général fut un sentiment de déception.

Je ne chercherai pas ici quel a été le rédacteur de ce discours : il y a, sur ce point, plusieurs versions; mais il semble bien que, dans les projets que l'Empereur s'était fait remettre par divers personnages, il a choisi les phrases les plus incolores. Alors qu'on s'attendait à un appel vibrant à la nation, on n'a entendu qu'un langage mesuré sans éclat, incapable de frapper les imaginations ou de réveiller le loyalisme des sujets.

A peine, cependant, l'Empereur avait-il terminé qu'un hourrah formidable éclatait. C'était le côté droit de l'assemblée, les ministres, les généraux, les dignitaires, qui — à pleine gorge — criaient à la fois : « Hourrah ! hourrah ! hourrah ! »

Du côté de la Douma, au contraire, silence complet. Les paysans, qui ne s'étaient pas inclinés sur le passage de l'Empereur, à son arrivée, restèrent raides et muets, devant lui, à son départ, comme s'ils avaient connu notre proverbe français : « Le silence des peuples est la leçon des rois ».

Presque en même temps, une musique militaire, dissimulée dans une galerie du haut de la salle,

commençait un vacarme assourdissant. On avait prévu qu'il y aurait peut-être quelques cris malséants, quelques protestations bruyantes, et on avait jugé que le plus simple était de se pourvoir d'une grosse caisse pour couvrir toutes les voix.

Il semble bien en effet que si l'Empereur n'avait pas pris la précaution de changer de ministres avant l'ouverture de la Douma, que s'il n'avait pas provoqué la démission du comte Witte et de M. Dournovo, nombre des membres de la Douma auraient protesté contre la présence des ministres autour du trône. Aussi M. Gorémykine, que j'ai vu deux fois durant mon dernier séjour à Pétersbourg, me disait-il qu'il avait lui-même insisté pour que tous les anciens ministres donnassent leur démission à la fois, afin qu'il ne parût, en face de la Douma, aucun des hommes sur lesquels on pouvait faire tomber la responsabilité de la façon dont s'étaient passées les élections.

En inaugurant cette première Chambre russe, on avait beaucoup compté, à la Cour, sur le prestige de ces cérémonies impériales pour frapper les députés paysans. Dans la Douma, ces paysans ne forment pas la majorité, ils sont à peu près un tiers, mais cela suffit pour que, en cette Chambre, probablement la plus démocratique du globe, ils puissent être les maîtres.

Quelles ont été les impressions de ces moujiks ? S'ils étaient arrivés la veille de leur village, peut-être, comme semblait le prévoir un de nos grands écrivains, se fussent-ils prosternés devant l'Empereur et les impératrices ; mais ils avaient déjà, derrière eux, une ou deux semaines de séjour à Pétersbourg ; ils avaient, durant cet intervalle, vu et

entendu bien des choses ; ils avaient déjà pris conscience de leur autorité nouvelle. Ces moujiks russes — qui souvent parlent bien, (à cet égard, ils sont incontestablement supérieurs à nos paysans français), — avaient très vite appris à dire : « Le peuple, c'est nous, puisque c'est nous, le nombre! » Ils laissaient supposer que, dans leur for intérieur, beaucoup déjà pensaient d'eux-mêmes, à l'image de notre Tiers-État : « Que sommes-nous aujourd'hui ? Rien. Que devons-nous être ? Tout ! »

Les impressions des députés moujiks n'ont donc pas répondu aux prévisions de la cour et aux espérances mises sur eux à Tsarskoé-Sélo. Ceux de leurs collègues de la Douma qui ont pu recueillir leurs sentiments, au sortir même de la séance impériale, les ont entendus protester contre le faste de la cour.

Il faut prendre ces esprits simples, venus de provinces pauvres où les disettes, les famines même sont fréquentes, et les placer en face de ce luxe, qui, pour eux, est provoquant. Ils en ont été moins éblouis qu'irrités ; plusieurs députés paysans disaient : « Que de richesses accumulées ici, quand, autour de nous, dans nos villages, on est si pauvre. — Avec l'or de ces insignes et de ces brillants uniformes, il y aurait, disait l'un d'eux, de quoi nourrir toute la Russie pendant une année ! »

Un autre trait de mœurs que je cite en passant. Le moujik a été scandalisé du décolletage des dames de la Cour. Ces dames avaient des costumes magnifiques ; si c'est là le costume national, ce n'est certainement pas celui que revêtaient les femmes ou les filles des vieux Romanof. A la cour impériale, aujourd'hui, chaque grande duchesse a sa couleur,

que portent également ses dames ou ses demoiselles d'honneur, ce qui donne autant de variété que d'éclat aux fêtes impériales. A l'inauguration de la Douma, on pouvait admirer beaucoup de belles épaules qui avaient plaisir à se montrer, même en ces graves circonstances. Le paysan russe n'est pas toujours pudibond ; quand on voyage, en été, le long des lentes rivières de Russie, on voit parfois les femmes s'ébattre librement dans l'eau ; cela ne scandalise pas les moujiks ; pour prendre un bain, il faut bien se dévêtir ; mais montrer ses épaules au public, dans une fête de la cour, cela leur paraît choquant.

J'oubliais de vous dire que, pour avoir accès à la séance impériale, il ne suffisait pas d'avoir une carte et un coupe-file ; il fallait encore montrer patte blanche à l'entrée du Palais. Chaque invité avait dû apporter la veille, au Ministère de la Cour, une triple photographie, sur laquelle la Chancellerie impériale et la police avaient mis leur sceau. Une de ces photographies servait à constater votre identité ; une autre demeurait à la police, afin qu'en cas de malheur, on pût vérifier quelles étaient les personnes qui assistaient à la fête ; la troisième enfin était confiée aux fonctionnaires chargés de vous recevoir à l'entrée du Palais.

A un moment, ma troisième photographie étant égarée, on me refusait l'entrée, quand heureusement un haut fonctionnaire de ma connaissance finit par me faire introduire.

Du palais d'Hiver, les députés, les ministres se transportèrent au palais de Tauride, qui fut bâti sous Catherine II, pour son favori, Potemkine, que nous

appelons à la française Potenquin. C'est dans ce palais, un des plus beaux de Pétersbourg, que siège la Douma d'Empire. Il donne sur un vaste jardin; la grande salle où Potemkine offrait à sa souveraine des fêtes demeurées célèbres dans les annales du XVIII^e siècle, est devenue la salle des séances de la première Chambre russe. Le gouvernement a bien fait les choses. Aussi les Russes sont-ils déjà fiers de ce palais législatif. Ils ne peuvent encore se montrer orgueilleux de l'éloquence déployée dans la Douma, quoique, à cet égard aussi, ils semblent devoir rivaliser avec les premiers parlements du monde. Mais ils peuvent déjà se vanter d'une supériorité : ils ont la Chambre la plus élégante et peut-être la mieux installée qu'il y ait en Europe.

L'arrivée au Palais de la Douma était émouvante. Cela me rappelait et me faisait comprendre les enthousiasmes de notre Révolution. Au Palais de Tauride, ce n'était pas, comme autour du Palais d'Hiver, une sorte de désert artificiel, sur lequel campaient des troupes, ainsi qu'en une ville prise d'assaut ; il y avait bien des soldats qui cherchaient à repousser ou à contenir la foule ; mais hommes, femmes et enfants ne s'en pressaient pas moins dans la grande rue conduisant au Palais. A chaque député qui approchait, éclataient les acclamations; si c'était un homme un peu connu, cela devenait une ovation; on le saisissait, on l'embrassait; il avait beaucoup de peine à s'arracher à ses admirateurs. J'eus moi-même le plaisir, ou l'ennui, d'être pris un moment pour un député et d'être ainsi embrassé par de braves Russes. dont j'aurais peut-être mieux aimé n'être pas approché d'aussi près.

Mais, dominant tout, on n'entendait qu'un seul cri : *Amnistia, amnistia !* cri qui résumait évidemment les vœux les plus ardents du peuple.

On a été surpris, chez nous, de voir la Douma attacher autant d'importance à l'amnistie; il faut dire qu'on s'est également étonné de voir que le Gouvernement russe n'allait pas de lui-même au-devant d'un vœu aussi général et aussi naturel.

Ce n'est pas, quant à moi, que j'aie jamais regardé comme possible pour le Gouvernement impérial d'accorder une amnistie entière, alors que, chaque jour, on jetait des bombes sur le passage de ses hauts fonctionnaires. Et aujourd'hui, après le terrible attentat contre le roi et la reine d'Espagne, il semble qu'une amnistie complète serait un objet de scandale pour l'Europe. Mais entre une amnistie générale et le refus de toute amnistie, l'intervalle est grand. Ce qui fait que l'amnistie est désirée, réclamée, exigée, pourrait-on dire, de la grande majorité des membres de la Douma, c'est qu'il y a des milliers et des milliers de Russes encore emprisonnés pour délits d'opinion. Les prisons sont plus que pleines de détenus politiques : on ne peut dire de condamnés, parce que le plus grand nombre d'entre eux n'ont passé devant aucun tribunal. Et, comme me le disait naïvement un fonctionnaire : « Comment pourrait-on les traduire devant un Tribunal, quand il n'y a aucune preuve pour les faire condamner? Nous sommes donc obligés de les garder sans les faire juger. On exagère, du reste, en prétendant qu'il y a dans les prisons 60.000 détenus politiques, nous en avons, tout au plus, 25 000. »

25.000! Les membres de la Douma et le pays avec eux trouvent que c'est trop. Puis, on n'a pas

confiance dans les prisons russes ; on affirme que les verges, que la torture même y sont encore en usage.

Le Gouvernement ne semble pas avoir compris cette révolte de l'esprit public. Il aurait pu prendre les devants ; on s'attendait à ce que, dans son discours d'inauguration, l'Empereur fit allusion à l'amnistie. On a été choqué non seulement du silence impérial, mais de l'annonce faite par les ministres qu'étant donnée la situation actuelle, avec les complots et les attentats qui se multipliaient de tous côtés, le pouvoir ne pouvait renoncer à l'état de siège, ou à ce que les Russes appellent, par euphémisme, l'état de protection renforcée.

Vous savez comment a procédé la Révolution française, et vous savez en quoi elle se résume, encore aujourd'hui, pour le peuple. En France et à l'étranger, quel est le symbole de notre Révolution, quel est l'acte ou la journée qui la synthétise ? C'est la prise de la Bastille que nous célébrons encore chaque année.

En Russie, la Bastille est toujours debout ; elle se dresse, dans une île de la Néva, à Pétersbourg même, en face du Palais d'Hiver : c'est cette forteresse de Pierre et Paul, où l'Empereur allait prier sur la tombe de ses aïeux. Disons en passant que c'est une triste coutume pour les tsars autocrates de se faire enterrer ou d'enterrer leurs ancêtres dans l'enceinte fortifiée d'une prison, où gémissent des hommes incarcérés sans jugement.

Non seulement, cette Bastille russe domine toujours la Néva, mais on l'a remise à neuf, récemment, on l'a du moins pourvue de canons dont la gueule reluit au soleil dans les eaux de la large rivière.

L'artillerie russe a beaucoup souffert pendant la dernière guerre. Vous vous souvenez que l'empereur d'Allemagne avait généreusement averti l'empereur Nicolas, qu'il n'y avait, pour la Russie, aucun danger à dégarnir ses frontières allemandes. C'est ainsi que presque tous les canons de nouveau modèle ont été transportés en Mandchourie, d'où ils ne sont pas revenus. Les frontières de Pologne sont demeurées dégarnies, on a seulement eu le soin d'installer de nouveaux canons et surtout de nouvelles mitrailleuses à Pétersbourg.

On conçoit les inquiétudes et les colères du gouvernement, mais on conçoit l'irritation des hommes qui ont des amis, des parents, détenus sans jugement ou déportés au loin. On comprend que les membres de la Douma, qui font aujourd'hui les premiers pas dans la voie de la liberté politique, songent à ceux qui, au risque de leur liberté et de leur vie, leur ont ouvert le chemin. Rien donc d'étonnant si la question de l'amnistie est une de celles qui passionnent les Russes.

L'ouverture de la Douma au Palais de Tauride, commença, comme au Palais impérial, par une cérémonie religieuse. Il en est toujours ainsi, là-bas. Le Métropolite vint lui-même assister aux prières; et, non content de les bénir, il adressa un petit discours à ceux des membres de la Douma, qui voulurent bien l'écouter.

Il faut dire que, pendant l'office, on se promenait dans la salle des pas-perdus, on causait de tous côtés, sans beaucoup prêter d'attention au clergé et à ses bénédictions.

Je puis même, à ce sujet, vous raconter une petite anecdote assez caractéristique. Je causais, dans la

salle des pas-perdus, avec un professeur de Pétersbourg, le premier élu de la capitale, M. Karéïef. Vint à passer près de nous un des nouveaux ministres, un haut fonctionnaire intelligent, que j'ai l'honneur de connaître depuis une trentaine d'années. Il était en grand uniforme, comme tous les ministres, du reste. Il vint à moi et après m'avoir dit quelques paroles de bienvenue : « Avec qui causiez-vous tout à l'heure »? me dit-il.

Je lui répondis : — Avec M. Karéïef.

« — Très bien! Voulez-vous me faire un grand plaisir? Présentez-moi! »

J'étais un peu ennuyé: il y avait beaucoup de monde autour de nous: je m'éxécutai cependant, et, me tournant vers M. Karéïef, je lui dis : « Monsieur le ministre désire faire votre connaissance. »

Aussitôt j'entendis — quoique depuis une quinzaine d'années, j'aie bien oublié le peu de russe que je savais — le ministre dire au nouveau député : « Que je suis heureux de vous rencontrer! Voilà bien longtemps que je suis un de vos admirateurs... » Et il continuait son chapelet d'éloges.

Le député reculait, reculait, avec embarras. Il y avait là, autour de lui, des députés paysans, qui commençaient à le regarder avec défiance, le voyant ainsi recevoir des compliments de la part d'un haut fonctionnaire. Quelques instants après, le même ministre, revenant à moi, me confiait : « Voilà comment nous devons faire. Nous devons lier connaissance avec les chefs du parti démocratique ; quand on se connaît, on a beaucoup moins de peine à s'entendre. »

Vous voyez que, lors de l'ouverture de la Douma, les ministres n'étaient pas dans les dispositions

qu'ils ont montrées depuis. J'eus la même impression dans un entretien avec le premier ministre, M. Gorémykine. Je puis, sans indiscrétion, vous raconter, au moins en partie, ce que m'a dit le premier ministre; mais rappelez-vous que lorsqu'un homme d'État nous confie quelque chose, à nous autres écrivains, ce n'est pas toujours ce qu'il pense lui-même, mais plutôt ce qu'il veut faire penser aux autres.

« Vous auriez tort de croire que nous sommes des réactionnaires, m'affirmait M. Gorémykine. Certes nons ne sommes pas des libéraux, à la mode nouvelle; mais nous avons profité de l'expérience; nous comprenons parfaitement que le régime ancien ne peut pas durer, qu'il faut faire de grandes modifications. Nous n'avons pas accepté le pouvoir pour dissoudre la Douma; nous ne demandons qu'à nous entendre avec elle. »

Depuis lors, le langage tenu par les ministres, et notamment par le président du Ministère, ne semble pas d'accord avec celui que me tenait M. Gorémykine. J'imagine que, dans l'intervalle, les ministres, qui n'ont peut-être pas d'opinions bien arrêtées ou bien personnelles, que le régime bureaucratique a rendus peu indépendants, ont subi l'influence des cercles de la Cour.

La façon dont ils ont répondu à l'adresse de la Chambre n'était pas faite pour leur conquérir les sympathies du pays. Cette adresse, vous vous le rappelez, a paru singulière, excessive, presque choquante, à un grand nombre de nos compatriotes. Pour la juger, il faut se rappeler la situation de la Russie et celle de la Douma.

Les Russes se considèrent eux-mêmes comme en

révolution; par suite, l'adresse en réponse au discours du trône (qui n'appelait du reste aucune réponse), ne peut être considérée comme ce qu'on appelle du même nom, dans les vieux Parlements européens, qui fonctionnent avec régularité. C'était une déclaration dans laquelle on avait cherché à ramasser, en formules brèves, toutes les revendications essentielles des différentes classes et des différentes nationalités de l'immense empire.

Voilà pourquoi on y a mis tant de choses, et parfois des choses qui ne semblent pas devoir figurer au premier rang des revendications d'un peuple hier encore muet, par exemple, l'abolition de la peine de mort.

C'est là pourtant une des choses auxquelles les Russes tiennent le plus, par tradition d'abord, une tradition ancienne, puisqu'elle remonte déjà au milieu du XVIII^e^ siècle. En Russie, la peine de mort était abolie officiellement, ce qui n'empêche qu'il y a eu plusieurs milliers de personnes exécutées, depuis moins de deux ans. Pour les crimes de droit commun : assassinats, parricides même, on condamne aux travaux forcés, non pas même aux travaux forcés à perpétuité; mais pour les crimes politiques, c'est tout autre chose. A l'inverse des autres États, les crimes politiques sont déférés, en Russie, à des tribunaux plus sévères; et pour eux seuls, les pénalités vont jusqu'à la mort.

On conçoit que les Russes soient choqués de cette différence entre la façon dont on traite les crimes de droit commun et les crimes politiques. En outre, depuis un certain nombre d'années, quand on avait à juger des hommes qui avaient pris part à des complots, à des insurrections ou à des jacqueries

agraires, on les faisait passer devant des commissions militaires qui étaient très expéditives. On prétend que souvent elles ne prenaient même pas le soin de constater l'identité des personnes qu'elles faisaient fusiller.

On s'explique donc que les Russes tiennent à obtenir l'abolition de la peine de mort. Ce n'est pas uniquement par sentimentalisme, par esprit évangélique ou par tolstoïsme. Ils y tiennent comme à la suppression de la déportation administrative; ce sont là, pour eux, deux questions connexes, la peine de mort n'existant que pour les crimes politiques. Ils prétendent ainsi conquérir le premier des biens : le droit de vivre tranquillement sans être exposés à se voir incarcérer, déporter ou fusiller sans jugement, ou par jugement sommaire, devant une commission qui n'a rien d'un tribunal régulier.

* * *

Je ne puis examiner devant vous toutes les revendications contenues dans l'adresse de la Douma. Il en est une cependant dont je ne peux pas ne point dire un mot : la question agraire.

Cette question se trouve aujourd'hui au premier plan; c'est de toutes, assurément, la plus grave. Quelque solution qu'on lui donne, la Russie traversera une crise économique; mais, si l'on veut envisager la question agraire telle qu'elle se pose aujourd'hui, on en est amené à conclure que c'est moins, à l'heure présente, une question économique qu'une question politique.

Nous pouvons ici discuter si le paysan possède assez de terres, s'il y aurait intérêt, pour lui et pour

le pays, à ce qu'on augmentât l'étendue des champs que le Tsar lui a concédés lors de l'émancipation; mais dans la Douma et dans la Russie contemporaine, la question ne se pose pas de cette manière.

Le paysan qui forme le gros de la nation, le moujik qui, dans la Douma, compte le tiers des membres, ce paysan, auquel le pouvoir a eu peut-être l'imprudence d'ouvrir aussi largement la porte de la première Assemblée nationale russe, n'a qu'une idée : s'emparer des terres.

Comme me le disait, l'an dernier, un Russe -- et c'est là-dessus que se fondait le gouvernement, quand il voulait obliger les moujiks à nommer au moins un paysan par chaque province — : « Notre paysan n'est ni révolutionnaire, ni socialiste, il est simplement *partageux.* »

Partageux ! le mot n'est pas très exact, mais en tout cas, il ne me paraît pas très rassurant.

La vérité est que le paysan russe, l'ancien serf, a reçu en propriété, non pas toujours individuelle, mais, le plus souvent, en propriété collective, des terres que la commune répartit, à son gré, entre les ayants-droit. Ces terres sont devenues étroites pour lui, parce qu'il a beaucoup augmenté de nombre ; la population dans les campagnes russes a souvent doublé depuis cinquante ans.

Comme il y a eu une opération agraire sous Alexandre II, le paysan a toujours espéré qu'on en ferait une autre à son profit. Alexandre II, Alexandre III ensuite, puis Nicolas II, avaient bien tour à tour déclaré que la question de la propriété était tranchée définitivement ; le paysan ne voulait pas l'admettre. Il répétait partout : « Ce sont les seigneurs qui font dire au Tsar que la question des

terres est réglée ; tôt ou tard, le Tsar nous donnera de nouvelles terres, et cette fois, on ne nous les fera pas payer. »

Il était inévitable que le jour où l'on appellerait les paysans à élire des représentants, le jour surtout où l'on ferait entrer, dans une assemblée nationale, des moujiks en chair et en os, ce jour-là, ils réclameraient la terre. Et tous les députés paysans en effet, dociles à leur instinct et à leur programme, répètent, comme un refrain menaçant : « Il nous faut la terre ! »

La question est de savoir comment la leur donner. On entend dire parfois : ne peut-on leur attribuer les terres de l'État, les terres de l'Église ?

Les terres de l'État sont vastes, mais généralement impropres à la culture ; elles occupent surtout les régions septentrionales désertes et inaccessibles. Quant aux terres de l'Église, elles sont peu importantes ; elles suffisent à peine à faire vivre les popes ; quelques couvents ont d'assez grandes propriétés, mais c'est bien peu de chose comparée à l'immense surface de l'empire.

On ajoute : « Il y a l'Asie ! la Sibérie ! » C'est vrai, mais quoique, dans les dernières années, des centaines de milliers d'émigrants aient franchi l'Oural, la plupart des paysans ne se soucient pas de se transporter en Asie. Ils ont, autour de leur village, des terres qui leur appartiennent, au milieu desquelles d'autres terres sont demeurées en possession des anciens propriétaires, des anciens seigneurs. Or, surtout dans la grande Russie où les paysans se partagent périodiquement la terre, ils se disent naturellement : « Pourquoi y a-t-il au milieu de nos champs, au milieu des terres du *mir*, des

propriétés que nous ne pouvons nous partager? Ces terres, il faut qu'on nous les donne. S'il faut accorder une indemnité au propriétaire qui en jouit, qui en a hérité ou les a achetées, que l'État la lui paye ! »

Il y a même des Russes qui prétendent que toute indemnité est inutile. Je crois vous avoir raconté que, lors de ma visite à Tolstoï, l'an dernier, dans sa belle propriété de Jasnaïa Poliana, il me disait : « Une indemnité aux propriétaires actuels ! Pourquoi ! La propriété de la terre, c'est le vol ; est-ce qu'on donne une indemnité aux voleurs ? » Voilà le raisonnement de Tolstoï ; c'est aussi celui des révolutionnaires, ce n'est pas celui de tous les Russes, ni de la majorité de la Douma.

Le parti constitutionnel démocrate, qui s'est décidé à réclamer une loi agraire, avec expropriation totale ou partielle, entend bien donner une indemnité aux propriétaires. Mais où prendre cette indemnité ? par qui la faire payer ? sous quelle forme ?

La difficulté est d'autant plus grande, que le prix de la terre est aujourd'hui très élevé. Une chose qui surprenait Tolstoï et à laquelle même il ne voulait pas croire, c'était que la terre pût avoir baissé de valeur en France. En Russie, au contraire, elle n'a cessé de monter ; c'est même ce qui fait que l'on a peu de compassion pour ces malheureux propriétaires, qu'on veut exproprier.

C'est en même temps une chose qui irrite les paysans. Ils se disent que l'augmentation de la terre, c'est eux, les moujiks, qui l'ont faite, par l'accroissement de la population, à raison des nombreuses amilles qui se disputent les champs des propriéfaires, soit pour les acheter, soit pour les louer. La

hausse des prix est telle qu'elle dépasse souvent cent, deux cents, même trois ou quatre cents pour cent. Dans un grand nombre de régions, les terres ont triplé, quadruplé, quintuplé, quelquefois même décuplé.

Un homme que beaucoup d'entre vous connaissent, un savant qui a longtemps habité Paris, et qui attire particulièrement l'attention dans la Douma, où il est de ceux qui peuvent jouer un rôle considérable, Maxime Kovalevsky, hier encore grand propriétaire, m'avouait que, lorsqu'il avait vendu ses terres, de crainte de voir le gouvernement les mettre sous séquestre, il y a environ trois ans, il les avait vendues un peu plus de sept fois ce qu'elles lui avaient été comptées dans la succession de son père.

— Et combien y a-t-il de temps que vous avez perdu votre père ? lui demandai-je.

— Vingt-trois ans !

Voilà donc des terres qui avaient septuplé en une vingtaine d'années !

Naturellement, en ces derniers mois, les prix ont sensiblement baissé ; il n'en reste pas moins vrai que la terre est encore très chère, que, pour faire une opération de rachat, il faudrait des sommes considérables.

On dit qu'on émettra du papier rapportant intérêt ; mais comment récupérer cet intérêt ? En mettant des impôts sur la terre ?

Il y a là évidemment de grosses difficultés, mais encore une fois, la question n'est pas seulement économique ; ce qui la rend urgente, c'est la situation politique et l'état d'esprit du paysan.

Au point de vue économique, il est à craindre, au moins pour un certain nombre d'années, que l'expro-

priation des propriétaires nuise à la culture au lieu de la servir. Aussi un certain nombre des *cadets* (c'est-à-dire des constitutionnels démocrates) voudraient-ils que l'on exemptât de l'expropriation les terres cultivées directement par leur propriétaire, afin que, dans cette vaste Russie, il restât quelques modèles de culture intensive.

Il faut dire aussi que ce paysan, possédé d'une sorte de faim de la terre, n'a souvent pas les moyens de la mettre en culture. Après lui avoir donné la terre, il faudrait lui donner les moyens de la cultiver, moyens matériels et moyens intellectuels ; il faudra l'instruire, lui faire des avances d'argent, instituer un crédit rural.

Le paysan ne s'arrête pas à toutes ces objections ; il dit simplement : « Il nous faut la terre ; si on ne nous la donne pas, nous la prendrons. » Et de fait, en plusieurs provinces, il commence à la prendre. S'il n'y a pas de décision arrêtée à Pétersbourg, d'accord entre la Douma et le Gouvernement, le pouvoir devra s'opposer à une vaste jacquerie, et comment la réprimer ?

Il y a eu déjà des jacqueries locales, dans les provinces Baltiques notamment. Les propriétaires, pour la plupart allemands, ont été incendiés et massacrés par centaines — parfois d'une manière barbare — et les paysans, à leur tour, ont été pendus ou fusillés par milliers. Là, aux haines sociales se joignent, plus atroces peut-être encore, les haines de races.

Un membre du Conseil de l'Empire, un des Russes qui ont le plus combattu l'expropriation, me disait : « Je crois qu'on sera contraint de s'y résigner. Comme économiste, je la combats; mais comme politique,

je suis obligé de reconnaître qu'elle est inévitable. Nous avons pu écraser la jacquerie des provinces baltiques ; et encore les paysans ont pris leur revanche en faisant entrer dans la Douma leurs représentants, à l'exclusion de tous les propriétaires. En Livonie et en Courlande, la jacquerie a pu être domptée; les incendiaires des fermes et des châteaux ont pu être punis, ont pu être pendus, parce que ce n'étaient pas des Russes. Le soldat russe marchait contre le paysan lette dont il n'entend pas la langue, comme il a marché contre le polonais catholique; mais, quand il s'agira de le faire donner, lui qui sort de l'isba du moujik, contre ses frères et ses pareils, nous ne serons plus sûrs de son obéissance. »

Vous voyez toute la gravité de la question. La Russie en peut être bouleversée jusqu'en ses profondeurs.

*
* *

Je terminerai ce trop long entretien, par une ou deux réflexions. En dehors même de la question ouvrière, qui, en Russie, comme partout, surgit dans les centres industriels, la révolution russe est, par le fait de la question agraire, autant une révolution sociale, qu'une révolution politique. C'est, du reste, la marque de toute grande révolution. De même qu'en France, en 1789 et dans les années qui suivirent, ce qui dominait tout pour le peuple, pour les paysans, pour les bourgeois eux-mêmes, c'était l'abolition des droits féodaux, la libération de la terre; de même en Russie, ce qui passionne le plus les masses et la majeure partie de la population, c'est également la question de la terre; mais dans

l'empire des tsars, elle se présente sous une forme plus radicale, plus malaisée à résoudre que dans l'ancienne France.

Dans l'ancienne France, peut-être les procédés suivis ont-ils été condamnables, peut-être en aurait-on pu prendre de moins violents et de plus équitables. On peut soutenir qu'il eût été plus juste de racheter les droits féodaux ; on ne saurait nier que la libération de la terre par l'abolition de ces droits féodaux ait contribué à développer la fortune publique et privée.

En Russie, il est douteux, au moins pour une longue période, que les lois agraires, qu'on invite la Douma à voter, enrichissent le pays ; on peut même craindre qu'elles ne l'appauvrissent, au moins pour les premières années, le paysan étant trop indigent et trop ignorant, pour pratiquer une culture rationnelle.

Si la question sociale est au premier plan, celà ne veut pas dire qu'elle soit la seule dont se soucient les Russes. De même qu'en France, tout en mettant au premier rang l'abolition des droits féodaux et la conquête de l'égalité, un grand nombre de Français se préoccupaient en même temps de la liberté ; s'ils n'ont pu l'obtenir immédiatement, ils ont cherché à la conquérir plus tard ; de même, la Russie aspire à la liberté politique, non moins qu'à l'égalité civile. Le paysan, lui-même, résume tous ses vœux, toutes ses prétentions, dans une formule, en Russie déjà ancienne, formule qui avait été celle des partis de combat appelés « nihilistes », à la fin du règne d'Alexandre II : « Terre et liberté ». En ce sens, on peut dire que, conformément à l'esprit national et au génie russe lui-même, et ainsi qu'il en a été, un

siècle plus tôt, de la révolution française, la révolution russe est à la fois réaliste et idéaliste. Elle vise à la fois des réalités pratiques, des conquêtes sociales, et des biens peut-être plus précieux encore, parce qu'ils sont nécessaires à la dignité humaine. De l'ancien seigneur à l'ancien serf, les Russes veulent, eux aussi, être affranchis de l'absolutisme bureaucratique, être délivrés de tous les petits autocrates qui les tenaient dans une sorte de servage, et ils ont d'autant plus ce désir de devenir libres qu'ils ont été plus opprimés et plus asservis.

Ces vœux du peuple russe doivent-ils être satisfaits? et comment le seront-ils ? et quand le seront-ils ? C'est là le secret de l'avenir. Ce que j'oserai dire, c'est que l'ancien régime a vécu et qu'il n'est plus viable. J'ajouterai que tous les amis de la Russie, de même que tous les amis de la liberté, doivent désirer que cette révolution russe s'accomplisse sans révolution, c'est-à-dire sans violences, sans brusque solution de continuité, au moins sans catastrophes.

Une révolution proprement dite, c'est-à-dire le renversement de la dynastie et du trône, serait pour la Russie, et pour les libéraux russes une épreuve terrible. La plupart des membres de la Douma le sentent. En ce pays où le pouvoir a si longtemps été tout, la disparition de l'autorité traditionnelle, qui, durant des siècles, a été le seul centre et le seul moteur, risquerait d'amener l'anarchie et le chaos ; et de cette anarchie et de ce chaos sortiraient, probablement, au bout d'une période de troubles, une réaction et une dictature.

Je crois donc que les amis de la Russie, d'accord avec les Russes les plus intelligents de presque

tous les partis, doivent faire des vœux pour une entente entre le pouvoir et la représentation du peuple, pour la coopération du souverain et de la Douma. Mais, il faut bien le dire, pour qu'une révolution proprement dite soit épargnée à la Russie, pour que ce vaste pays ne passe pas par une catastrophe que certains redoutent et que d'autres appellent, il faut que le gouvernement, il faut que le tsar lui-même sache conserver, ou plutôt regagner l'affection et la confiance de ses peuples !

Paris. — Typ. A. DAVY, 52, rue Madame. — *Téléphone.*

DU M

héties

20

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

QUE

L'ÉQUILIBRE POLITIQUE DU MONDE

basé

sur l'interprétation des prophéties bibliques.

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Paris — 41 bis, rue de Châteaudun — Paris

REVUE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

REVUE BLEUE

FONDÉE EN 1863. — PARAISSANT LE SAMEDI

Indispensable à tous ceux qui s'intéressent au mouvement intellectuel, social, littéraire et artistique

REVUE SCIENTIFIQUE

FONDÉE EN 1863. — PARAISSANT LE SAMEDI

Indispensable à tous ceux qui veulent suivre le mouvement scientifique.

Prix du numéro de la Revue Bleue ou de la Revue Scientifique : 0 fr. 60

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE OU A LA REVUE SCIENTIFIQUE

	TROIS MOIS	SIX MOIS	UN AN
Paris	8 francs	15 francs	25 francs
Départements	10 —	18 —	30 —
Union postale	12 —	20 —	35 —

PRIX DE L'ABONNEMENT A LA REVUE BLEUE AVEC LA REVUE SCIENTIFIQUE

	TROIS MOIS	SIX MOIS	UN AN
Paris	14 francs	25 francs	45 francs
Départements	16 —	30 —	50 —
Union postale	18 —	35 —	55 —

Aux Éditions de la Revue Bleue et de la Revue Scientifique

viennent de paraître

La Conception morale et civique de l'enseignement, par ALFRED FOUILLÉE, de l'Institut 2 50
La Psychologie du mysticisme, par E. BOUTROUX, de l'Institut... » 75
Un Pape à l'époque de la Renaissance : Jules II, par E. GEBHART, de l'Institut .... » 75
Le Centenaire d'Edgar Quinet, par H. MICHEL, professeur à l'Université de Paris .... » 75
Waldeck-Rousseau, par J.-ERNEST-CHARLES 1 50
La Criminalité juvénile, par le Dr GARNIER .... » 75
Le Vêtement féminin et l'hygiène, par le Dr FRANTZ-GLÉNARD... 1 »
Le Crédit de la Science, par SULLY-PRUDHOMME, de l'Acad française. » 75
Les Trois Dictions, par G. BERR, professeur au Conservatoire, et RENÉ DELBOST 3 50
Une Page d'Amour romantique, lettres à Madame Estelle F..., par H. BERLIOZ.......... 1 50
Lettres de Jeunesse (Correspondance à J. Vuy), par F.-H. AMIEL. 2

TYP. A DAVY

ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE